

Econostrum – 15 septembre 2021

Pierre Vallaud : "La démocratie n'a pas abouti au Sud et à l'Est de la Méditerranée"

Spécialiste de l'histoire contemporaine, l'historien Pierre Vallaud dresse, en exclusivité pour econostrum.info - à l'occasion des Entretiens d'Euromed-IHEDN dont il était l'invité à Marseille mardi 14 septembre 2021 - un panorama géopolitique actuel de la Méditerranée. Il avoue son manque d'optimisme quant à la résolution des principaux conflits éloignant cette région de son objectif de destin commun.



Pierre Vallaud demeure peu optimiste sur la résolution des points chauds en Méditerranée (photo : F.Dubessy)

econostrum.info : Que pensez-vous de ce que l'on pourrait appeler le "[coup d'État constitutionnel](#)" en Tunisie ? Le président Kaïs Saïed va-t-il dans le bon sens ?

Pierre Vallaud : Un coup d'État ne va jamais dans le bon sens !

Cette reprise en main du 25 juillet 2021, en-est-elle vraiment un ?

P.V. : Oui ! Oui ! Quand vous avez des personnes légalement élues qui ne vont pas dans le même sens que vous, et que vous décidez de suspendre la légalité, c'est un coup d'État. Ou en tout cas, un coup de force. Comme Kaïs Saïed est un constitutionnaliste, il s'est arrangé pour que ceci ressemble à quelque chose qui entre dans la constitution.

En même temps, il annonce qu'il veut la modifier ?

P.V. : Ce n'est pas par hasard s'il dit qu'il va changer la constitution. Mais, nous ignorons ce qu'il veut en faire. Considérer aujourd'hui que la majorité a tort, et que c'est désormais l'ancienne majorité, à cause de l'érosion d' Ennahdah, veut dire qu'il souhaite une nouvelle majorité. Mais alors qu'il fasse des élections ! La Tunisie était le modèle après les révolutions arabes. Beaucoup de personnes, y compris que je connais et que l'on ne peut pas soupçonner de vouloir une dictature, sont bien contents parce que la victime c'est Ennahdah.

"Je constate un recul de l'Islam politique"

Où en est justement l'Islam politique dans la région ?

P.V. : Sur la rive Sud, depuis juin je constate un recul de l'Islam politique. En Tunisie avec l'arrivée de Kaïs Saïed qui les a perturbé, car c'est un homme extrêmement pieux et très rigide. Notons que 48 heures avant de faire son coup d'État, le président tunisien est allé faire un tour au Caire. Il se dessine donc un axe de tous ceux qui luttent contre les Frères musulmans et leurs succédanés.

En Algérie, le parti islamiste MSP (NDLR : Mouvement de la société pour la Paix) a été repoussé par le gouvernement actuel alors qu'il représente la deuxième force politique du pays. Au Maroc, les [élections législatives](#) ont vu la victoire du parti du Roi (NDLR : [RNI](#) - Rassemblement national des indépendants) et le PJD (NDLR : Parti de la justice et du développement) est passé de 125 sièges à treize.

La démocratie avait été confisquée par l'Islam politique et nous assistons aujourd'hui, en réponse, à un retour des pouvoirs forts. La démocratie n'a donc pas encore abouti.

Que vous inspire la récente crise Maroc-Algérie ? A-t-on franchi un nouveau cap ?

P.V. : Ils ont rompu leurs relations diplomatiques ? Mais quelles relations avaient-ils avant ? Cette histoire de soutien au Front Polisario est vieille comme l'indépendance du Maroc. A mon avis, cette déclaration est à usage interne. Quand ça ne va pas bien à la maison, il faut bien avoir un ennemi commun.

"Le Liban est le réceptacle de toutes les contradictions de la région"



Pour Pierre Vallaud, le Liban se trouve dans une situation désespérée (photo : F.Dubessy)
Le Liban va-t-il enfin trouver une porte de sortie grâce son nouveau gouvernement ?

P.V. : Sûrement pas ! Chaos, confusion, absence de perspectives, je suis désespéré pour le Liban. Il se trouve dans une situation très grave. Le problème, c'est vrai dans toutes les dictatures et les pays corrompus comme ça, est de trouver une alternative politique avec des personnes constituant des partis politiques. Aujourd'hui ça n'existe pas. Malgré de nombreuses personnes de bonne volonté, et Dieu sait que les Libanais sont capables de faire des choses absolument extraordinaires. Mais, pour le moment, il n'existe pas d'alternative constituée. On ne peut pas dire que c'est monsieur Untel avec tel parti politique qui va prendre la présidence. Ceci suppose, en plus, une réforme, car le Président est toujours Chrétien maronite, le Président du Parlement Chiite, le Chef du gouvernement sunnite.

Le Président Michel Aoun avait pourtant, voici un an, indiqué qu'il fallait mettre fin à ce système confessionnel ?

P.V. : Oui, et les manifestants dans la rue réclament d'abandonner ce système confessionnel tellement absurde. Tant qu'il y a ce carcan, rien ne sera possible. Le nouveau gouvernement se trouve être une copie conforme des précédents : un tiers de Chrétiens, un tiers de Chiites et un tiers de Sunnites. Ce sont toujours les mêmes au pouvoir.

Ce pays est un réceptacle de toutes les contradictions de la région, mais aussi de toutes les contradictions des Libanais. L'État libanais est à l'origine de tout avec sa structure confessionnelle et féodale. Et les Libanais en sont les victimes. La plupart des partis politiques sont des faux nez de telle religion et aussi de telle famille.

"Je ne vois pas ce qui pourrait me rendre optimiste !"



La conférence marquait le début du cycle 2021/2022 des évènements organisés par l'association Euromed-IHEDN dont le président est Jean-François Coustilière, ici à droite (photo : F.Dubessy)

Que pensez-vous du tout nouveau [plan israélien sur Gaza](#) qui vient d'être annoncé par le ministre israélien des Affaires étrangères ?

P.V. : C'est la carotte et le bâton ! Si vous êtes bien gentils, nous referons vos lignes électriques et les routes, mais dès que vous déviez, nous arrêtons et cognerons plus fort.

Ça ne marchera jamais ?

P.V. : Non, ça ne marchera pas ! D'autant plus que le Hamas n'attend que ça. Leur raison d'être est que ça cogne. Le jour où ce n'est plus le cas, il n'existe plus de Hamas.

Aucune autre solution donc ?

P.V. : Non plus. Mais là aussi, les personnes aux pouvoirs ne veulent pas de solutions. De conflits en conflits, la situation s'aggrave. La colonisation a mité le territoire palestinien et rend de plus en plus improbable la solution à deux États.

Avec tout ça, j'ose à peine vous poser la question du destin commun de la Méditerranée ?

P.V. : C'est un destin de fait. Nous sommes Méditerranéens que nous le voulions ou non. Il faut que toutes les personnes de bonne volonté essaient de militer pour que tous ces dysfonctionnements, dont je viens de parler, à défaut de cesser, soit amenés à s'amenuiser. Mais, c'est une question de décennies et de décennies.

Vous n'êtes donc pas optimiste sur une résolution de certains de ces points chauds ?

P.V. : Pour le moment non, absolument pas. Je ne vois pas ce qui pourrait me rendre optimiste ! La seule puissance "raisonnable" qui pourrait intervenir c'est l'Union européenne. Et elle se trouve divisée par rapport à la Méditerranée et d'ailleurs aussi dans ses actions à mener dans le cadre de la diplomatie ou dans la défense.

Propos recueillis par Frédéric Dubessy
Mercredi 15 septembre 2021